

# P oints F orts



## de la Polynésie Française

### CHOIX ECONOMIQUES ET INSTAURATION DE LA TVA L'AVIS DES ENTREPRENEURS

par Hervé NSEKE EBELE (\*)

L'I.T.STAT. a organisé de mai à septembre 1995 une enquête auprès de 270 entreprises sur leur exercice 1994. Les contraintes pouvant infléchir les choix des entreprises ont donc pu être dégagées. Une attention toute particulière fut également portée sur l'accueil réservé par les entreprises à la mise en place annoncée de la Taxe à la Valeur Ajoutée, qui doit permettre une réforme jugée nécessaire du système fiscal actuel. De ce fait, on est en mesure de dresser un premier bilan des modes de comportement économique des entreprises, qu'il s'agisse d'activités industrielles, commerciales ou de services. Ultérieurement suivront des notes sectorielles s'appuyant sur les éléments comptables constituant la seconde partie de cette enquête. Grâce à la disponibilité des montants de production et de consommations intermédiaires, on sera alors en mesure de décomposer le processus de production des différents secteurs de l'économie polynésienne. L'étude des ventes par produit permettra d'analyser la clientèle de chacun des secteurs et de mettre en évidence d'éventuels liens entre activités.

*E mau haamaramaramaraa faufaa rahi mau o te fā mai na roto i te uiiraa o te tuatapapa, atahi roa hia e te Pu Taioaraa Rau i te matahiti 1995, i te pae o te mau ona ohipa no nia o ta ratou tapura faufaa o te matahiti 1994. Ua papu ia i teie nei to ratou mau fifi e faahepo nei ia ratou no te rave raa i ta ratou mau aveia. Ua apo maite atoa hia i to ratou manao faariiraa i te opuaraa no te haamau raa i teie tute api TVA, tute hoi o tei manao hia e mea tia roa e ia haamau hia no te haamaitai hau atu te huru o te tuterāa i te fenua nei. Te ite nei ia tatou i teie nei te oraraa faufaa o te mau huru teiete atoa. E pia hia i teie mau tau i muri nei te tahi mau numera taee atu a, no te mau huru imiraa faufaa atoa, numera hoi o tei tuatapapa hia na roto mai i ta ratou mou puta afata (livre de caisse). Na te mau tapura haamaurāa e faaite atoa mai te faanahoraa o te faahoturāa i te mau huru imiraa faufaa atoa o te funua nei. No te hiopoaraa i te mau huru hoo atoa e fa mai ai te mau taura e taamu nei i te taatoaraa o te mau imiraa faufaa atoa.*

#### SOMMAIRE

N° 81 - Février 1996

ISSN 1247-7370

#### Les choix économiques des entreprises

- Le choix de l'importation
- Le choix local
- Fébrilité en matière d'investissement
- Une détermination des prix difficile
- Un manque de spécialisation
- Des entreprises à la dimension locale

#### Les entreprises et la Taxe à la Valeur Ajoutée

- Le projet de la TVA
- Un accueil plutôt favorable
- Les réticences de l'industrie
- Un secteur du commerce optimiste
- Les services : une approbation réservée

#### Éléments méthodologiques

- Elaboration de l'échantillon
- L'indicateur de fréquence

Directrice de la publication : Nicole LEVESQUES  
Impression : Imprimerie Officielle  
Dépôt légal : Février 1996

© ITSTAT 1996

#### LES CHOIX ECONOMIQUES DES ENTREPRISES

##### Le choix de l'importation : un remède aux insuffisances de la production locale

La raison commune aux trois secteurs d'activités, justifiant le recours à des consommations intermédiaires importées à la place des produits locaux, est l'inexistence d'une production locale équivalente. Les éléments classiques de prix et de disponibilité n'expliquent qu'une faible partie de cette décision d'importation. D'autant plus que les entreprises avancent également l'argument de meilleur choix, pour expliquer leur préférence pour certains produits importés.

Ce type d'argumentation est surtout à réserver pour le secteur de l'industrie qui, plus que les deux autres, peut exprimer des besoins ciblés en matière de consommations intermédiaires que l'activité locale n'est pas en mesure de fournir. En ce qui concerne les deux autres secteurs d'activité, il semblerait qu'ils usent un peu plus souvent du facteur des prix.

##### Le choix local : l'assurance de la disponibilité

Inversement, le principal critère explicatif de la préférence des consommations intermédiaires locales aux importations est avant tout la disponibilité. Les raisons invoquées peuvent varier assez sensiblement selon le secteur d'activité auquel on s'intéresse.

Dans le cas de l'industrie, si l'argument majeur reste le problème de disponibilité, il faut également inclure d'autres éléments tels que les relations avec les fournisseurs ou encore les problèmes de rupture de stocks. La situation géographique de l'île et par conséquent son éloignement sont des raisons qui peuvent "pousser" dans certains cas les entrepreneurs vers les produits locaux. On comprendra donc aisément que les entreprises privilégient parfois les produits locaux dans la mesure où ils peuvent assurer une certaine sécurité et stabilité dans les approvisionnements et autres stades de la production, notamment en ce qui concerne les produits alimentaires.

Pour les services, si la disponibilité revêt toujours une certaine importance, on sera néanmoins sensible à la qualité des produits locaux. Les

(\*) Hervé NSEKE EBELE est chargé d'études à l'I.T.STAT.



Institut Territorial de la Statistique

B.P. 395 Papeete - Tahiti - Immeuble Donald, 2ème étage - Angle de la rue Jeanne d'Arc et du boulevard Pomare

Tél. : 54 32 32 - Fax : 42 72 52

prestations offertes par certaines entreprises exigent tout naturellement le recours à des produits locaux, qui ne trouvent pas d'équivalents en dehors du Territoire. Certains types de produits locaux seront mieux adaptés à la demande du client. C'est bien sûr aussi le cas dans le commerce, où la préférence locale s'effectue de fait, compte tenu des prestations à fournir pour les clients. Enfin, on notera que l'idée de promotion de la production locale se rencontre assez fréquemment, quelle que soit l'activité.

### Fébrilité en matière d'investissement

L'investissement des entreprises locales répond à des impératifs traditionnels tels que le remplacement du matériel qui se déprécie au fil du temps. Il faut aussi inclure l'investissement visant à augmenter la qualité des produits et services. La pression qu'exerce la concurrence locale entre également en ligne de compte dans une décision d'investissement. Elle semble être plus pesante sur le commerce pour lequel les services proposés sont soumis à une forte concurrence. L'investissement de l'industrie offre la plus grande preuve d'adaptation selon l'activité anticipée (en comparaison des deux autres secteurs).

Le principal obstacle à l'investissement réside dans le coût de l'investissement lui-même (achat et financement). L'importance de ce coût semble surtout gêner l'industrie et les services. L'incertitude du climat social constitue également un frein, de l'avis des entreprises. Ainsi, le commerce sera plus sensible à des composantes de type psychologique telles que la stabilité sociale. L'attitude des banques n'est pas non plus neutre vis-à-vis de la volonté d'investir des entreprises. Leurs conditions de prêt constituent alors un paramètre à ne pas négliger dans la décision d'équipement.

### Une détermination des prix difficile

Le niveau du prix de revient de fabrication et les prix des concurrents locaux sont les composantes principales dans la détermination des prix pour l'industrie et les services. Pour les services, l'élément du contrôle des prix semble être important dans la fixation de tarifs des prestations. Dans le cadre d'activités commerciales, c'est plutôt le niveau des prix des produits importés qui influe le plus dans le mécanisme de détermination des prix (quelle que soit l'origine du produit) car il permet d'intégrer la composante de concurrence extérieure ; en effet, celle-ci touche moins directement les services ou l'industrie.

### Un manque de spécialisation qui gêne le territoire

Le développement de l'activité peut se heurter à certains obstacles tels que le niveau insuffisant de la demande ou encore la difficulté de recruter, au niveau local, des personnes possédant la qualifica-

tion requise. Le niveau des salaires, souvent évoqué dans les réponses, semble également constituer un frein à l'activité et à l'embauche. On peut ajouter comme dernier élément de réponse le problème foncier auquel bon nombre d'entreprises est confrontée sur le territoire.

### Des entreprises à la dimension locale

La question de l'exportation de produits ne concerne que peu d'entreprises. Lorsqu'elle se pose, le prix de revient non compétitif sur le marché mondial et les coûts de prospection expliquent les limites auxquelles sont confrontées certaines entreprises. Leurs capacités de production limitées permettent tout juste de satisfaire la demande locale. Leur présence sur le marché mondial impose donc une adaptation. La dimension nécessaire pour exporter devrait être atteinte grâce à un développement sur lequel pèsent les contraintes exposées précédemment.

## LES ENTREPRISES ET LA TAXE A LA VALEUR AJOUTÉE

### Le projet de la TVA

L'idée d'instauration de la TVA a été émise initialement dans le cadre du Pacte de Progrès de mai 1992, afin de "procéder à une réforme fiscale permettant d'assurer une plus grande justice sociale et une meilleure efficacité économique".

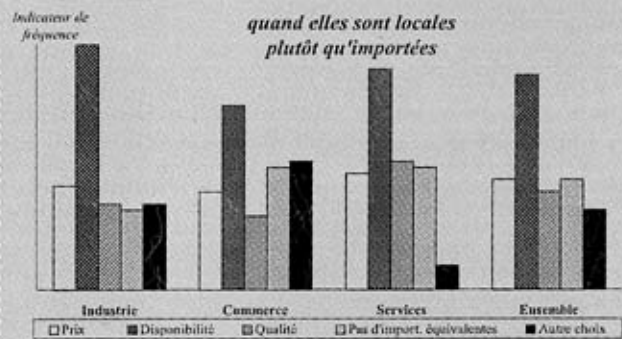
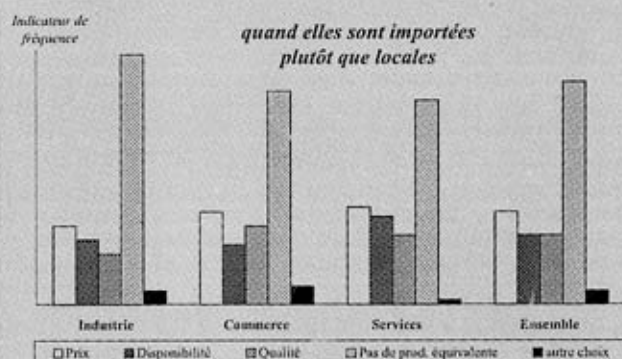
Le projet vise à moderniser l'appareil fiscal actuel, qui repose essentiellement sur les Droits et Taxes à l'Importation (DTI), par la mise en place d'une TVA remplaçant le Droit Fiscal d'Entrée (DFE) et la Taxe Nouvelle de Protection Sociale (TNPS), qui représentaient en 1994 respectivement 31 % et 13 % des recettes fiscales du Territoire.

Le calendrier initial prévoyait une mise en place en 1997, et un remplacement progressif du DFE et de la TNPS sur une période de 4 ans. Toutefois, à

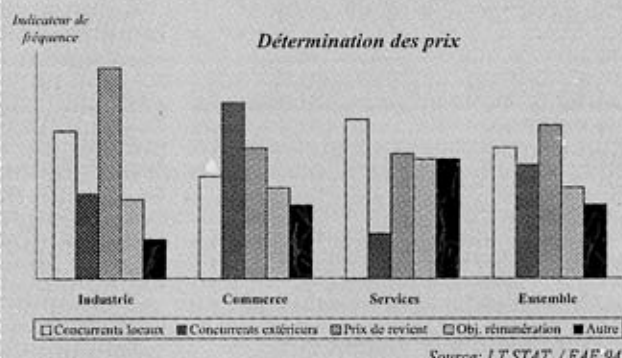
l'heure actuelle, la date effective de la mise en place de TVA et les taux qui seront appliqués ne sont pas encore connus.

La TVA est un impôt frappant la valeur des transactions de biens et de services. Elle concerne a priori l'ensemble des opérations (sauf stipulation contraire). Cet impôt fonctionne en cascade, c'est-à-dire qu'il est répercuté tout au long du processus

### Consommations intermédiaires : les motivations des choix



Source: I.T.STAT. / EAE 94



Source: I.T.STAT. / EAE 94

de production et de commercialisation. La spécificité du système est que les opérateurs intermédiaires pourront déduire de la TVA collectée grâce à leurs propres ventes la TVA payée sur leurs achats. Le solde revenant au Territoire est donc la différence entre ces deux montants. Le comportement d'adaptation de l'entreprise entrera donc en jeu pour la fixation de sa marge et ainsi que pour l'évolution du prix Toutes Taxes Comprises.

L'I.T.STAT a publié une étude détaillée de présentation de cette réforme (Points Forts N° 46 - Décembre 1994) où sont exposés les mécanismes et les effets possibles de la TVA. Cependant, une fois les bases théoriques exposées, il manquait une estimation de l'accueil que recevrait ce projet de la part des acteurs économiques, et notamment parmi les entrepreneurs qui sont les tous premiers concernés.

### Un accueil plutôt favorable

Les partisans de la mise en place de la TVA constituent une majorité confortable de l'échantillon. Un tiers des entreprises se prononce favorablement à la mise en place de la TVA et 20% des sondés y sont défavorables.

On note que 13% des entreprises n'ont pas encore d'opinion sur la question. De plus, un tiers de la population étudiée exprime un manque certain d'information sur l'ensemble de ce dispositif fiscal et notamment sur les incidences qui pourraient en résulter sur le fonctionnement des entreprises.

De l'avis des entreprises interrogées, l'impact anticipé sur les prix de vente TTC va plus souvent dans le sens d'une diminution (24%) ou d'une constance (27%). Toutefois, ce jugement sera à relativiser dans la mesure où un quart des chefs d'entreprises reconnaît une certaine méconnaissance des conséquences à attendre de la TVA sur les prix de vente Toutes Taxes Comprises.

Classiquement, on prévoit pour une variation des prix, une variation de la demande qui doit se répercuter sur les débouchés des entreprises. 35% des entreprises pensent que l'instauration de la TVA aura un effet important sur leurs débouchés, ce qui se répercutera sur leur carnet de commande. Elles sont 28% à exprimer un avis contraire.

Enfin, l'effet anticipé sur les marges par produit est clair : les entreprises prévoient plutôt une diminution de leurs marges (21%) ou une constance (44%). On ne se prononce en faveur d'une augmentation que dans 4% des cas. C'est un avis conforme à l'ensemble des réponses apportées sur ce

thème par les entreprises. Celles-ci anticipent globalement une diminution ou une constance de leurs prix de vente TTC, donc un certain effet sur leurs débouchés. Cela se traduit par une prévision de maintien (au mieux) ou de baisse de leurs marges.

L'analyse par secteur d'activité révèle quelques différences d'approche quant à la mise en place de la TVA.

### Les réticences de l'industrie

Dans son ensemble, l'industrie semble assez défavorable à l'introduction de la TVA ; certaines composantes de ce secteur semblent quelque peu réticentes, telles l'industrie des biens de consommation, l'industrie des biens intermédiaires, les industries agricoles et alimentaires, et l'industrie des biens d'équipement. Deux éléments, souvent avancés par les chefs d'entreprise, peuvent expliquer cette attitude.

En ce qui concerne la production locale, si les consommations intermédiaires sont détaxées, les prix de vente hors taxes resteront stables ; tout se passe donc pour l'entreprise comme si elle raisonnait hors taxes. Dès lors, elle sera dans l'incapacité de répercuter toute baisse du Droit Fiscal d'Entrée consécutive à la mise en place de la TVA (puisqu'étant exonérée du DFE) ; il en résultera, logiquement, une augmentation anticipée du prix de vente TTC ou une diminution des marges. Quant aux importations concurrentes de ce secteur, on pourra arguer qu'elles bénéficieront pleinement de la suppression du DFE. Cela conduira donc à un prix de vente TTC en baisse, ce qui accroîtra la compétitivité de ces mêmes produits.

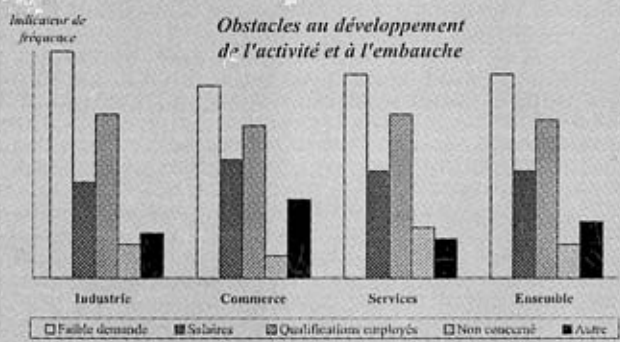
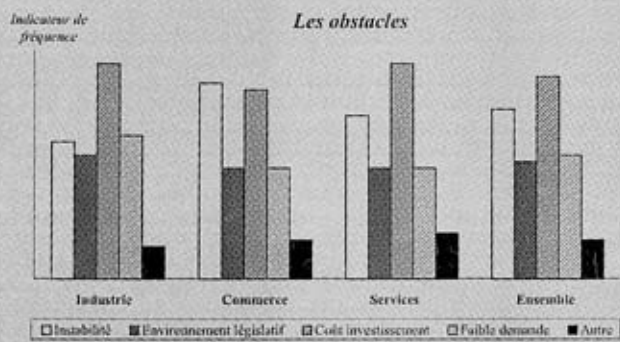
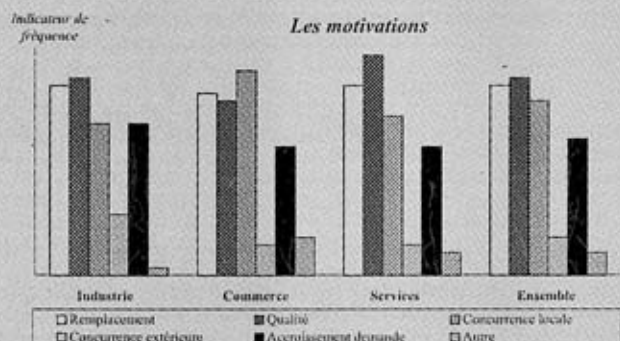
De la confrontation de ces deux arguments découle la réticence marquée de ce secteur pour l'introduction de la TVA. La disparition progressive du DFE au profit de la TVA laisse présager, selon les membres de ce secteur, une perte de compétitivité des entreprises locales. En effet, comme la TVA s'applique sur les produits, indépendamment de leur origine, elle ne pourra donc plus jouer le rôle de protecteur des produits locaux qu'avait le DFE ; d'où l'appréhension exprimée par une partie du secteur industriel.

Le secteur des industries des biens de consommation est le plus hostile à la mise en place de la TVA. Ses anticipations à la hausse de ses prix de vente TTC lui laisse présager la constance de ses marges, voire leur diminution. Ce secteur doit donc s'adapter pour limiter l'impact d'une augmentation de ses prix TTC et c'est ce qui explique la diminution anticipée des marges de cette activité.

### Un secteur du commerce optimiste

Le commerce se prononce, lui, clairement en faveur de la mise en place de la TVA. Il anticipe, en grande majorité, un effet de constance ou de diminution des prix de vente TTC (c'est le secteur qui anticipe le plus une baisse des prix, et ceci dans une grande proportion) et des implications sur la demande à laquelle il doit faire face. Toutefois, ce type d'entreprise envisage plutôt une réduction ou une constance de ses marges. Tout en avouant ne pas disposer de suffisamment d'information (16%), le commerce appuie avec force ce projet de réforme fiscale. Paradoxalement, une faible partie de ce secteur (4,6%) anticipe une augmentation de ses marges...

### La décision d'investissement



Dans ce cadre, l'Enquête d'Entreprise effectuée en 1995 constituait une occasion idéale pour interroger les chefs d'entreprise à ce sujet. Elle a alors permis de cerner au mieux leurs points d'inquiétude ou d'approbation relatifs à la mise en place programmée de la Taxe à la Valeur Ajoutée. On pourra également observer les modifications de comportement que les entreprises envisagent consécutivement à cette réforme.

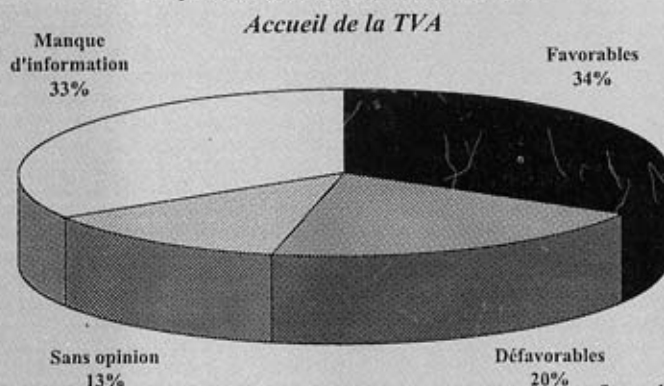
## Les services : une approbation réservée

A l'instar du commerce, les services se prononcent en majorité pour l'instauration de la TVA. Cependant, cette approbation est toute relative. Tout dépend du type de service dont il s'agit. Les services faisant appel à beaucoup de consommations intermédiaires importées verront la valeur de

prix ; ce secteur anticipe en effet des conséquences importantes sur ses débouchés.

Quant aux transports, la part des entreprises se déclarant insuffisamment informées sur le problème de la TVA et ses conséquences sur les activités des transports reste toujours très importante (environ 40% dans chacun des cas).

Réponses des 270 entreprises interrogées



Source: I.T.STAT. / EAE 94

leurs intrants diminuer (du fait de la baisse du DFE), ce qui peut se traduire par une diminution du prix hors taxe. L'augmentation des prix TTC résultant de la mise en place de la TVA pourra donc être limitée sur ce type de services. Quant aux services à forte valeur ajoutée, où le recours à une technicité importante est nécessaire, mais pour lequel l'usage des consommations intermédiaires est peu important, ils verront leurs prix de vente TTC en augmentation. Comme pour les deux autres secteurs étudiés, la constance (ou diminution) des marges semble inévitable.

Les services aux particuliers, en majorité hostiles à la TVA, prévoient une augmentation de leurs

Le bilan résumant l'accueil réservé par les entreprises à la mise en place de la TVA tend à mettre l'accent sur le manque d'information concernant cette réforme. En effet, un tiers des entrepreneurs interrogés a déclaré ne pas disposer d'assez d'éléments pour pouvoir se prononcer sur la question. La disparition des DFE et TNPS au profit de la TVA suscite donc quelques inquiétudes bien légitimes. La réussite de la mise en place de ce nouveau système dépendra tout autant des modalités pratiques que des opérateurs de communication qui devront l'accompagner. Dans tous les cas de figure, c'est l'intérêt de tous qu'il s'agira de protéger équitablement.

### Questions relatives à la TVA: répartition par secteur d'activité en %

Questions	Réponses	Industrie	Commerce	Services	Ensemble
Accueil de la TVA	Favorable	22,5	46,4	26,6	33,5
	Défavorable	27,5	12,7	22,8	20,0
	Sans opinion	12,5	8,2	20,2	13,0
	Manque d'info.	37,5	32,7	30,4	33,5
Impact de la TVA sur les prix de vente	Hausse	23,8	4,6	16,4	13,8
	Baisse	22,5	35,5	8,9	23,8
	Neutre	21,3	23,6	38,0	27,1
	Sans opinion	11,1	9,0	10,1	10,0
	Manque d'info.	21,3	27,3	26,6	25,3
Effet de la TVA sur les débouchés	Oui	32,4	37,3	32,9	34,6
	Non	33,8	31,8	17,7	28,3
	Sans opinion	13,8	10,9	22,8	15,2
	Manque d'info.	20,0	20,0	26,6	21,9
Impact de la TVA sur les marges	Augmentation	2,4	4,6	3,8	3,7
	Réduction	22,5	22,7	16,4	20,8
	Constance	43,8	44,6	41,8	43,5
	Sans opinion	8,8	11,8	15,2	11,9
	Manque d'info.	22,5	16,3	22,8	20,1

Source: I.T.STAT. / EAE 94

## ELEMENTS METHODOLOGIQUES

### Elaboration de l'échantillon

L'objectif premier de l'Enquête était d'améliorer les connaissances sur les comportements des entreprises en termes de ventes et de consommations intermédiaires par produit. Ainsi, le chiffre d'affaires par secteur sera la variable principale de stratification de l'échantillon. Un sondage par strates a donc été réalisé pour prendre en compte les principales entreprises des secteurs étudiés.

Ainsi pour chaque secteur, un seuil d'exhaustivité a été défini. Pour calculer ces seuils, une étude sectorielle de la variance des chiffres d'affaires a été réalisée. On a donc pu faire apparaître de manière significative le groupe des entreprises les plus importantes. Les entreprises dont le chiffre d'affaires était supérieur au seuil ont toutes été retenues. Pour les entreprises de moindre importance, un taux de sondage proportionnel à la variance du secteur a été appliqué afin d'obtenir environ un échantillon de 300 unités.

### Répartition des entreprises de l'échantillon par secteur

Secteur	Part en %
Industries des biens intermédiaires	6,0
Industries agricoles et alimentaires	7,0
Industries des biens de consommation	3,3
Industries des biens d'équipement	4,1
Energie	2,2
Construction	7,1
Commerce	41,1
Services aux particuliers	10,0
Transports	9,6
Services aux entreprises	6,3
Activités immobilières	1,1
Education, santé, action sociale	2,2
<b>Ensemble</b>	<b>100,0</b>

Source: I.T.STAT. / EAE 94

Ce travail a permis de définir un plan de sondage théorique. En pratique, les radiations, les changements d'activité et les refus ont conduit à effectuer de nombreux retraitements. Ainsi, 320 entreprises ont été interrogées dans les différents secteurs d'activité dont près de 40% dans le commerce et 20% dans l'industrie. Finalement, seules 270 entreprises dont les questionnaires étaient valides ont été retenues pour l'étude.

L'analyse des questions qualitatives concerne donc les entreprises les plus importantes de chaque branche de l'économie. Dans certains secteurs, tels que les services où les unités sont très nombreuses et les activités très diverses, les résultats qualitatifs présentés ne refléteront donc pas l'avis général au sens strict.

### L'indicateur de fréquence

C'est un indice synthétique d'information dont l'objet est de hiérarchiser par ordre d'importance les réponses à une question. Ainsi, les critères explicatifs d'un choix sont ordonnés.